

- les frais de déplacement du Doctorant qu'il est amené à effectuer dans le cadre de la réalisation de son doctorat, dès lors qu'est obtenue l'autorisation préalable de l'INSTITUT et sur présentation de justificatifs, (mission de terrain, participations aux congrès et aux réunions),
- les frais de formation, stages et séminaires du Doctorant dès lors qu'ils sont en lien direct avec l'ETUDE réalisée et sur présentation de justificatifs.

En outre, l'INSTITUT rembourse, sur justificatifs, les frais de missions du Directeur de thèse et de ses collaborateurs affectés à l'ETUDE, qui auront été décidés au préalable d'un commun accord entre les PARTIES.

Par ailleurs, en contrepartie des engagements pris par les ETABLISSEMENTS, dans le cadre du CONTRAT, l'INSTITUT s'engage à verser aux ETABLISSEMENTS sur une période de trois (3) ans une somme détaillée en Annexe 2 d'un montant global et forfaitaire de :

- **Montant HT : 45 000 Euros**
- **TVA 20 % : 9 000 Euros**
- **Montant TTC : 54 000 Euros**

En cas de modification du taux de la TVA, il sera appliqué le taux en vigueur à la date de la facturation.

Les ETABLISSEMENTS émettront chaque année une facture annuelle correspondant au forfait ci-dessus évoqué.

Les factures sont adressées à l'INSTITUT à l'adresse suivante : sce.comptabilité@vedecom.fr

La date de réception des factures à prendre en compte sera la date de réception de la facture originale par courriel.

Les paiements seront réglés par l'INSTITUT à 30 jours de la date de réception des factures, par virement bancaire au compte n°00001004332 (code banque : 10071 ; code guichet : 69000 ; clé RIB : 66 ; IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266) ouvert au nom de l'agence comptable de l'Université Lumière Lyon 2 sur présentation de factures aux échéances suivantes :

- **15 000 Euros HT à T0+12 mois, soit le 1^{er} octobre 2019,**
- **15 000 Euros HT à T0+24 mois, soit le 1^{er} octobre 2020,**
- **15 000 Euros HT à T0+36 mois, soit 30 septembre 2021.**

L'emploi par les ETABLISSEMENTS de la contribution forfaitaire versée par l'INSTITUT n'est pas subordonné à des conditions de délai, ni à la fourniture de justificatifs.

En cas d'arrêt par le Doctorant de la poursuite de sa thèse ou de résolution anticipée du CONTRAT pour quel que cause que ce soit, en cours d'année, la contrepartie versée aux ETABLISSEMENTS sera calculée, pour ladite année, au prorata du temps de présence du Doctorant à réaliser sa Thèse.

En cas de refus du Doctorant de soutenir sa Thèse à l'issue du CONTRAT, la dernière échéance est due aux ETABLISSEMENTS:

- en totalité dans le cas où l'encadrement par le Directeur de Thèse aura été réalisé sur l'année entière ; ou,
- au prorata du temps d'encadrement effectif réalisé par le Directeur de Thèse sur l'année.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE

5.1 Dispositions générales

Chaque PARTIE s'engage à exécuter ses engagements conformément aux dispositions du CONTRAT.

Chaque PARTIE s'engage rapidement à porter à la connaissance des autres PARTIES, toutes informations relatives à des faits susceptibles d'avoir une influence importante sur l'exécution de l'ETUDE, incluant sans limitation tous retards d'exécution, tous blocages scientifiques ou technique, etc.

5.2 Responsabilité envers le Doctorant

Lorsqu'il se trouve au sein du LABORATOIRE, le Doctorant est placé sous l'autorité administrative du Directeur du LABORATOIRE et doit se conformer au règlement intérieur du LABORATOIRE le cas échéant à la charte informatique applicable au sein du LABORATOIRE.

L'INSTITUT continue toutefois d'assurer à son égard le pouvoir disciplinaire et hiérarchique sur son activité ainsi que toutes les obligations civiles, sociales et fiscales incombant à l'employeur, et exerce envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion. Il assure la couverture du Doctorant en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les TIERS responsables.

5.3 Dommages aux biens des PARTIES

Les matériels et équipements mis par une PARTIE à la disposition des autres ou financés par cette PARTIE dans le cadre d'un accord spécifique, restent la propriété de celle-ci.

Chacune des PARTIES est seule responsable des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution du CONTRAT aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

5.4 Dommages au personnel des PARTIES

Dans le cadre de l'ETUDE, des agents de l'une des PARTIES restant payés par leur employeur peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'une ou l'autre des PARTIES. Le personnel doit alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil et aux instructions techniques concernant les matériels.

Chaque PARTIE continue toutefois d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournit toute indication utile à l'employeur.

Chacune des PARTIES prend notamment en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les TIERS responsables.

5.5 Dommages aux TIERS

Chaque PARTIE supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux TIERS à l'occasion des travaux effectués dans le cadre du CONTRAT.

ARTICLE 6 – ASSURANCE

Les PARTIES doivent souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires à la garantie des dommages éventuels aux biens et aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution du CONTRAT, étant entendu que la règle selon laquelle « l'État est son propre assureur » s'applique aux organismes publics de recherche. En conséquence, ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages dont ils seraient susceptibles d'être déclarés responsables suivant les règles fixées au présent article.

ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE ET FOURNISSEURS

Chaque PARTIE ne peut sous-traiter une part des opérations auxquelles elle s'engage pour la réalisation de l'ETUDE sans l'accord écrit des autres PARTIES.

Chacune reste seule responsable vis-à-vis des autres PARTIES et des TIERS, de la bonne exécution par son (ses) sous-traitant(s) des opérations confiées à ce ou ces dernier(s) et/ou de ses propres fournisseurs ainsi que des conséquences de tout manquement, omission et/ou faute de son (ses) sous-traitant(s)/fournisseurs.

N'est considéré comme sous-traitant d'une PARTIE que la personne physique ou morale liée avec ladite PARTIE par un contrat d'entreprise au titre duquel il effectue une partie des opérations, objet du CONTRAT, et/ou réalise des fournitures conformes aux spécifications propres à cette recherche demandées sur l'initiative et expressément par la PARTIE à laquelle ce sous-traitant est lié contractuellement impliquant une contrepartie.

Les PARTIES s'engagent à ce que leurs sous-traitants respectent les présentes dispositions.

Il est précisé que chaque PARTIE s'engage, dans ses relations avec ses propres sous-traitants, à acquérir les droits de propriété intellectuelle et droits d'auteurs des RESULTATS obtenues par lesdits sous-traitants dans le cadre des opérations qui leurs ont été sous-traitées, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTIES dans le cadre du CONTRAT.

ARTICLE 8 – PROPRIETE DES CONNAISSANCES PROPRES, CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES ET DES RESULTATS AUTRES QUE LOGICIELS

8.1 – CONNAISSANCES PROPRES

Les CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES **restent leurs propriétés respectives.**

Une PARTIE ne reçoit aucun droit sur les CONNAISSANCES PROPRES de l'autre PARTIE du fait du CONTRAT.

Aucune communication des CONNAISSANCES PROPRES à l'autre PARTIE ou au Doctorant, ne peut être interprétée comme un transfert de propriété.

L'utilisation et l'exploitation des CONNAISSANCES PROPRES sont exercées conformément à l'article 9 du CONTRAT.

8.2 – RESULTATS ET CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES

8.2.1 CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES

Les CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES désignées par le Comité de Suivi, sont, comme il l'a été stipulé à l'article 3.6.2 i), réputées soumises au régime prévu à l'égard des CONNAISSANCES PROPRES pour l'exécution du CONTRAT.

Ainsi, il appartient exclusivement à la PARTIE propriétaire des CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES concernées :

- d'apprécier si elles sont brevetables ou non, et,
- de décider seule de l'opportunité ou non de prises et/ou de continuité de brevets ou autres titres de propriété industrielle ou intellectuelle y afférents, qu'elle fera alors à son nom et à ses frais.

L'utilisation et l'exploitation des CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES sont identiques à l'utilisation et l'exploitation des CONNAISSANCES PROPRES et sont donc exercées conformément à l'article 9.1 du CONTRAT.

8.2.2 RESULTATS

Les RESULTATS appartiennent aux PARTIES à **proportion des CONTRIBUTIONS** de l'INSTITUT et des ETABLISSEMENTS.

L'Annexe 4 du CONTRAT précise les règles relatives aux BREVETS NOUVEAUX afférents aux RESULTATS.

8.2.3 – DOSSIER TECHNIQUE SECRET

Les RESULTATS constitutifs d'un DOSSIER TECHNIQUE SECRET selon la procédure prévue à l'article 3.6.2 et protégés en conséquence par le secret, feront l'objet d'un **règlement de copropriété** qui précisera :

- les RESULTATS inclus dans le DOSSIER TECHNIQUE SECRET,
- la durée du secret et,
- les modalités de rémunération des PARTIES copropriétaires qui n'exploitent pas les RESULTATS protégés par le secret.

Ce règlement de copropriété sera établi entre les PARTIES dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale des RESULTATS concernés.

Dans ce cadre, les PARTIES titulaires de droits sur les RESULTATS concernés pourront exploiter lesdits RESULTATS liés par le secret, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9.2.4, sous réserve de signature avec toute entité éventuellement récipiendaire du secret, d'un accord de confidentialité au moins équivalent au CONTRAT, en termes de protection des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES (notamment en ce qui concerne la durée de confidentialité prévue dans le DOSSIER TECHNIQUE SECRET) et après accord des PARTIES.

L'ensemble de ces règles s'appliquera à tout RESULTAT protégé au titre du DOSSIER TECHNIQUE SECRET, développé dans le cadre du CONTRAT.

ARTICLE 9 – UTILISATION ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES ET DES RESULTATS AUTRES QUE LOGICIELS

9.1 - Utilisation et exploitation des CONNAISSANCES PROPRES et des CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES

9.1.1 Principe

Chaque PARTIE dispose librement de ses CONNAISSANCES PROPRES ou de ses CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES et assure librement la protection de celles-ci.

Chaque PARTIE peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter.

- ses CONNAISSANCES PROPRES dont elle est seule propriétaire au titre de l'article 8.1 du CONTRAT, et,
- ses CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES dont elle est seule propriétaire au titre de l'article 8.2.1 du CONTRAT.

En tout état de cause, chaque PARTIE s'engage à conserver, par des dépôts dont elle choisit la forme, la preuve de ses CONNAISSANCES PROPRES, tant pour leur date que pour leur contenu.

Chaque PARTIE pourra donc continuer à utiliser/exploiter en toute liberté ses CONNAISSANCES PROPRES.

Les PARTIES s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leurs employés, leur permettant d'accorder aux autres PARTIES les droits d'utilisation et d'exploitation mentionnés ci-dessous (notamment aux points 9.1.2, 9.2.3, 9.2.4) et portant sur leurs CONNAISSANCES PROPRES et leurs CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES.

9.1.2 Utilisation aux fins de réalisation de l'ETUDE

Pour la seule réalisation de l'ETUDE et exclusivement pendant la durée du CONTRAT, chaque PARTIE concède à(aux) l'autre(s) PARTIE(S) un droit non exclusif, non cessible, non transférable, sans droit de sous-licencier, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses CONNAISSANCES PROPRES nécessaires à la réalisation de l'ETUDE et pour les seuls besoins de l'ETUDE, sous réserve que cette utilisation ne porte pas atteinte aux obligations contractées par les PARTIES auprès de TIERS et/ou AFFILIEES.

Pour le bon aboutissement de l'ETUDE, chaque PARTIE veillera à communiquer préalablement :

- les limites d'utilisation liées à d'éventuelles obligations contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES et,

- les dispositions particulières de confidentialité contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES ou bien définies par la PARTIE propriétaire, et afférentes à ses CONNAISSANCES PROPRES.

Ce droit d'utilisation aux fins de réalisation de l'ETUDE portant sur les CONNAISSANCES PROPRES est une condition indispensable au succès de la présente collaboration.

Ces CONNAISSANCES PROPRES doivent être traitées par chaque PARTIE comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES conformément aux termes de l'article 12 du CONTRAT.

9.1.3 Utilisation à des fins d'enseignement et de recherche interne et/ou avec des TIERS

Sauf si elles sont accessibles au public, toute utilisation des CONNAISSANCES PROPRES d'une PARTIE par une autre PARTIE à des fins d'enseignement ou de recherche, en interne ou en collaboration avec des TIERS, à l'exclusion de toute utilisation directe et/ou indirecte à des fins industrielles et/ou commerciales, devra préalablement à toute utilisation faire l'objet d'un contrat de licence, laquelle précisera les conditions et les modalités de cette utilisation.

9.1.4 Exploitation des CONNAISSANCES PROPRES nécessaires à l'exploitation des RESULTATS ou des CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES

Si l'exploitation des RESULTATS ou des CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES par une PARTIE ou par un de leurs AFFILIEES nécessite l'exploitation des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES d'une autre PARTIE (en partie ou en totalité), alors chaque PARTIE s'engage à négocier avec l'autre PARTIE, sur demande expresse et écrite de la PARTIE exploitante et sous réserve des droits des TIERS ou des AFFILIEES, un droit non exclusif d'exploitation des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES nécessaires à la valorisation et/ou l'exploitation des RESULTATS ou de ses CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES issus de l'ETUDE.

Ce droit d'exploitation des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES fera l'objet d'un contrat de licence négocié de bonne foi, dans des conditions raisonnables et à un prix de marché entre les PARTIES.

Il est précisé qu'à compter de la réception de cette demande écrite, la PARTIE propriétaire des CONNAISSANCES PROPRES concernées s'engage à négocier avec la PARTIE demanderesse dans un délai raisonnable.

Dans le cas où la PARTIE demanderesse doit faire face à des contraintes en termes de délais imposées par des TIERS (notamment prospects et clients potentiels), cette dernière en informe dès que possible la PARTIE propriétaire des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES en lui indiquant notamment ces contraintes. Dans ce cas, la PARTIE propriétaire des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES s'engage à signer une lettre d'intention de négocier dans les deux (2) mois à compter de la demande écrite et par laquelle elle s'engage à fournir une réponse claire et non équivoque sur l'octroi d'une licence relative à ses CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES ainsi que les conditions financières y afférentes. Il est précisé que la PARTIE propriétaire des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réduire dans la mesure du possible ledit délai de deux (2) mois et essayer de répondre le plus tôt possible.

Afin de garantir des conditions de négociation optimales, les PARTIES s'engagent au cours de l'exécution du CONTRAT à indiquer au Comité de Suivi les CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES d'une autre PARTIE éventuellement nécessaires à l'exploitation d'un RESULTAT ou d'une CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE.

9.1.5 Exploitation des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES à des fins industrielles ou commerciales par la PARTIE qui en est propriétaire

Chaque PARTIE peut exploiter et/ou faire exploiter les CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES dont elle est seule propriétaire, et ce, de façon directe ou indirecte et comme il l'entend. Cette liberté d'exploitation inclue notamment le droit d'octroyer des licences d'exploitation à une autre PARTIE ou à des TIERS.

9.2 - Utilisation et exploitation des RESULTATS

9.2.1 Principe

Les RESULTATS sont détenus en copropriété par les PARTIES copropriétaires identifiées. La répartition de cette copropriété est réalisée conformément à l'article 8.2.2 du CONTRAT.

Tout dépôt, maintien, renouvellement, extension ou cession de BREVETS NOUVEAUX sur ces RESULTATS est réalisé conformément aux règles mentionnées à l'annexe 4 du CONTRAT.

9.2.2 Utilisation aux fins de réalisation de l'ETUDE

Chaque PARTIE possède un droit d'utilisation sur les RESULTATS pour les besoins et la réalisation de l'ETUDE.

9.2.3 Utilisation aux fins d'enseignement ou de recherche interne et/ou avec des TIERS

Sous réserve du respect des engagements de confidentialité et des droits des TIERS et sous réserve de ne pas porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale qui pourrait en être faite par une PARTIE copropriétaire, chaque PARTIE copropriétaire pourra utiliser les RESULTATS pour ses besoins propres de recherche et ses besoins d'enseignement, à l'exclusion de toute utilisation directe et/ou indirecte, à des fins industrielles et/ou commerciales.

Toutefois, il est précisé que lorsque les RESULTATS sont utilisés :

a) *aux fins d'enseignement et de recherche exclusivement interne*

Chaque PARTIE copropriétaire peut utiliser les RESULTATS librement et gratuitement, pour ses seuls besoins d'enseignement et de recherche interne.

b) *aux fins d'enseignement et de recherche collaborative avec des TIERS*

En cas d'enseignement ou de recherche collaboratif(ve) avec des TIERS, la PARTIE copropriétaire souhaitant utiliser les RESULTATS, devra informer au préalable le Comité de suivi et/ les représentants respectifs des PARTIES.

Les conditions de l'utilisation des RESULTATS seront discutées au préalable et de bonne foi entre les PARTIES. Les PARTIES détermineront les conditions d'utilisation des RESULTATS et veilleront à ne pas porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale qui pourrait en être faite par une des PARTIES.

Dans tous les cas, l'autre PARTIE copropriétaire ne devra pas s'opposer indûment et de manière déraisonnée à cette collaboration de la PARTIE demanderesse en matière d'enseignement ou de recherche avec un TIERS.

Par ailleurs, dans ce cas, la PARTIE utilisatrice des RESULTATS devra mentionner explicitement et par écrit, auprès des TIERS concernés, les autres PARTIES (co)propriétaire(s) de ces RESULTATS.

9.2.4. Exploitation à des fins industrielles ou commerciales

(i) Les RESULTATS sont la propriété conjointe des PARTIES à proportion de leurs CONTRIBUTIONS conformément à l'article 8.2.2 du présent CONTRAT.

Chaque PARTIE s'engage à traiter les RESULTATS communiqués dans le cadre du CONTRAT comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES au titre de l'article 12 du présent CONTRAT.

(ii) Les RESULTATS feront l'objet d'un **règlement de copropriété**, qui sera établi entre les PARTIES copropriétaires dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Les copropriétaires s'engagent à négocier de bonne foi les termes et les modalités de ce **règlement de copropriété indépendant du présent CONTRAT**. Ce règlement devra notamment rappeler ou traiter des points suivants :

- les modalités d'exercice de cette copropriété,
- les modalités de protection des RESULTATS par le dépôt de brevet ou de tout autre titre de propriété intellectuelle,
- la prise en charge des coûts afférents à cette protection,
- les modalités d'exploitation des RESULTATS,
- les critères et principes à respecter dans le cadre d'une négociation relative à l'octroi d'une licence d'exploitation sur ces Connaissances Nouvelles Conjointes.

(iii) Toutefois, par le présent CONTRAT, il est d'ores et déjà convenu entre les PARTIES les dispositions suivantes, auxquels le règlement de copropriété ou toute exploitation des RESULTATS ne pourra contrevenir :

- a- ledit règlement de copropriété **ne pourra pas contrevenir aux stipulations du présent CONTRAT** et notamment aux règles établies aux articles 8 et 9 du présent Accord;
- b- la protection des RESULTATS par un brevet ou tout autre titre de propriété industrielle répondra aux dispositions de l'annexe 4 du présent CONTRAT ;
- c- Il est convenu et acté entre les PARTIES que l'autre PARTIE copropriétaire non exploitante de ces RESULTATS **recevra une compensation financière de la PARTIE copropriétaire exploitante** dont la nature et le mode de calcul seront définis en fonction des quotes-parts de copropriété des PARTIES telles que définies à l'article 8.2.2 du CONTRAT et après déduction de tous les frais réels engagés par la PARTIE exploitante ou ses AFFILIEES pour la valorisation des RESULTATS. Cette déduction s'effectuera avant le versement de la rémunération.

Dans ce cas et en complément de ce qui est indiqué ci-dessus, les PARTIES négocieront de bonne foi les modalités et les termes de cette compensation financière dans le règlement de copropriété.

- d- Obligation d'information de l'autre PARTIE sur l'octroi de licences à des TIERS :

La PARTIE qui souhaite accorder une ou plusieurs licences à des TIERS portant sur les RESULTATS, s'engage à informer l'autre PARTIE copropriétaire dans un délai raisonnable avant l'octroi de cette licence.

Cette information préalable de l'autre PARTIE copropriétaire lui permettra de vérifier si leurs intérêts légitimes pourraient être atteints à cette occasion. Les conditions de cette exploitation accordée à des TIERS seront discutées de bonne foi entre les PARTIES.

Dans tous les cas, l'autre PARTIE copropriétaire ne devra pas s'opposer indûment et de manière déraisonnée à l'octroi de cette ou ces licence(s) à un ou des TIERS.

Il est précisé que l'octroi de toute licence exclusive à un TIERS requiert l'accord conjoint et écrit des PARTIES copropriétaires.

Ce règlement de copropriété sera négocié et conclu avant tout acte d'exploitation directe ou indirecte par la PARTIE souhaitant exploiter ou ses AFFILIEES et **dans les six (6) mois à compter de la demande expresse de cette dernière.**

(iv) En l'absence d'accord dans ce délai de six (6) mois, les PARTIES conviennent par le CONTRAT que la PARTIE souhaitant exploiter les RESULTATS pourra commencer cette exploitation, en contrepartie du versement à/aux autres (s) PARTIES copropriétaires d'une somme forfaitaire égale à cent dix pour-cent (110%) du coût complet de l'ETUDE indiqué en Annexe 2 du CONTRAT qui est supporté ces/cette autre(s) PARTIES. Cette somme forfaitaire est appelée « CASH LIBERATOIRE ».

Nonobstant le CASH LIBERATOIRE susvisé, dans le cas où la PARTIE exploitante constate que les RESULTATS constituent une SUPER-EXPLOITATION, la PARTIE exploitante versera à/aux autres(s) PARTIES copropriétaires une contrepartie supplémentaire.

La PARTIE exploitante informe dans les meilleurs délais les/l'autre(s) PARTIES copropriétaires de la survenance d'une hypothèse de SUPER-EXPLOITATION, afin de discuter du versement de cette contrepartie financière supplémentaire.

Cette contrepartie financière supplémentaire prendra la forme de redevances dont le taux est négocié de bonne foi entre les PARTIES.

ARTICLE 10 – PROPRIETE, UTILISATION ET EXPLOITATION DES LOGICIELS

10.1. - Propriété

(i) LOGICIEL DE BASE

Les LOGICIELS DE BASE restent la propriété de la PARTIE qui les détient avant la signature du CONTRAT.

(ii) LOGICIELS DERIVES

a- ADAPTATIONS

Sont la propriété de la PARTIE titulaire du LOGICIEL de BASE, les ADAPTATIONS réalisées dans le cadre du CONTRAT par une PARTIE et afférentes à ce LOGICIEL DE BASE. Ainsi, lorsque la PARTIE ayant procédé aux ADAPTATIONS n'est pas propriétaire du LOGICIEL DE BASE, elle s'engage à céder à titre gratuit à la PARTIE propriétaire du LOGICIEL DE BASE le droit d'exploitation de ces ADAPTATIONS comprenant le droit de reproduire, représenter, traduire, adapter, arranger, modifier et commercialiser l'ADAPTATION.

b- EXTENSIONS

Chaque PARTIE est propriétaire des EXTENSIONS réalisées par elle-même dans le cadre du CONTRAT, quelle que soit la PARTIE propriétaire des LOGICIELS DE BASE dont ces EXTENSIONS dérivent.

Sont la propriété commune des PARTIES les EXTENSIONS réalisées en commun par les PARTIES c'est-à-dire :

- qu'il n'est pas possible de déterminer ou de séparer la CONTRIBUTION de chacune des PARTIES concernées pour la réalisation de cette EXTENSION, ou bien,
- que cette EXTENSION forme un tout indivisible de telle sorte que les CONTRIBUTIONS de chacune des PARTIES concernées ne peuvent être utilisées et/ou exploitées séparément.

Et ce, quelle que soit la partie initialement propriétaire des LOGICIELS DE BASE dont ces EXTENSIONS dérivent.

(iii) LOGICIELS COMMUNS

Les LOGICIELS COMMUNS sont la copropriété des PARTIES à proportion de leurs CONTRIBUTIONS respectives.

10.2. - Utilisation et exploitation

10.2.1 Utilisation aux fins de réalisation de l'ETUDE

(i) LOGICIELS DE BASE ET LOGICIELS DERIVES

Chacune des PARTIES propriétaires concède aux autres PARTIES, pendant la seule durée du CONTRAT, un droit non exclusif, non cessible, non transférable, sans droit de sous-licencier, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses LOGICIELS DE BASE et de ses LOGICIELS DERIVES pour les seuls besoins et la réalisation de l'ETUDE.

La Partie qui reçoit des LOGICIELS DE BASE et/ ou des LOGICIELS DERIVES des autres PARTIES ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces LOGICIELS aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part de l'ETUDE, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La PARTIE qui les reçoit s'interdit tous autres actes d'utilisation de ces LOGICIELS DE BASE ou LOGICIELS DERIVES des autres PARTIES, et notamment tout prêt ou divulgation à des TIERS, sauf autorisation préalable de la PARTIE détentrice, et toute exploitation, sous réserve des stipulations indiquées ci-dessous aux articles 10.2.2 (i) et 10.2.3 (i).

Pour le bon aboutissement de l'ETUDE, chaque PARTIE veillera à communiquer préalablement :

- les limites d'utilisation liées à d'éventuelles obligations contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES et,
 - les dispositions particulières de confidentialité contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES ou bien définies par la PARTIE propriétaire,
- et afférentes à ses LOGICIELS DE BASE et de ses LOGICIELS DERIVES.

Pour les besoins de l'ETUDE, les codes sources ne sont pas communiqués, sauf autorisation préalable et écrite de la PARTIE titulaire des droits sur lesdits LOGICIELS.

(ii) LOGICIELS COMMUNS

Chacune des PARTIES copropriétaires a un droit d'utilisation des LOGICIELS COMMUNS pour les besoins et la réalisation de l'ETUDE.

10.2.2 Utilisation à des fins d'enseignement et de recherche interne et/ou avec des TIERS

(i) LOGICIELS DE BASE et LOGICIELS DERIVES

Toute utilisation des LOGICIELS DE BASE et/ou des LOGICIELS DERIVES d'une PARTIE par une autre PARTIE à des fins d'enseignement ou de recherche, interne ou en collaboration avec des TIERS, et à l'exclusion de toute utilisation directe et/ou indirecte à des fins industrielles et/ou commerciales devra préalablement à toute utilisation faire l'objet d'un contrat de licence, laquelle précisera les conditions et les modalités de cette utilisation. Cette licence d'utilisation sera non exclusive et non cessible.

Pour une utilisation à des fins d'enseignement et de recherche interne et/ou avec des TIERS, **les codes sources ne sont pas communiqués**, sauf si la licence accordée par la PARTIE titulaire des droits sur lesdits LOGICIELS le prévoit.

(ii) LOGICIELS COMMUNS

Sous réserve du respect des engagements de confidentialité, des droits des TIERS et sous réserve de ne pas porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale qui pourrait en être faite par une PARTIE copropriétaire, chaque PARTIE copropriétaire pourra utiliser les LOGICIELS COMMUNS pour ses besoins d'enseignement et de recherche selon les modalités ci-dessous, à l'exclusion de toute utilisation directe et/ou indirecte, à des fins industrielles et/ou commerciales.

Pour les LOGICIELS COMMUNS, l'**accord des autres PARTIES copropriétaires** est nécessaire si l'utilisation à des fins de recherche ou d'enseignement envisagée requiert la **diffusion des codes sources**.

Il est précisé que lorsque les LOGICIELS COMMUNS sont utilisés :

a) aux fins d'enseignement et de recherche exclusivement internes

Chaque PARTIE copropriétaire peut utiliser les LOGICIELS COMMUNS librement et gratuitement, pour les besoins de recherche interne, à l'exclusion de tout autre besoin et à la condition d'en informer au préalable l'autre PARTIE copropriétaire.

b) aux fins d'enseignement et de recherche collaboratif(ve) avec des TIERS

En cas d'enseignement et de recherche collaboratif(ve) avec des TIERS, la PARTIE copropriétaire souhaitant utiliser des LOGICIELS COMMUNS, devra informer au préalable le Comité de suivi et/ou les représentants respectifs des PARTIES.

Les conditions de l'utilisation des LOGICIELS COMMUNS seront discutées au préalable et de bonne foi entre les PARTIES qui détermineront les conditions d'utilisation afin notamment de ne pas porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale qui pourrait en être faite par une des PARTIES.

Dans tous les cas, l'autre PARTIE copropriétaire ne devra pas s'opposer indûment et de manière déraisonnée à cette collaboration de la PARTIE demanderesse en matière d'enseignement ou de recherche avec un TIERS.

Par ailleurs, dans ce cas, la PARTIE utilisatrice des LOGICIELS COMMUNS devra mentionner explicitement et par écrit, auprès des TIERS concernés, les autres PARTIES (co)propriétaire(s) de ces LOGICIELS COMMUNS.

10.2.3 - Exploitation à des fins industrielles ou commerciales

(i) Exploitation des LOGICIELS DE BASE et/ou des ADAPTATIONS nécessaires à l'exploitation des EXTENSIONS ou des LOGICIELS COMMUNS

Pour les besoins du présent article, il est précisé que les termes LOGICIELS COMMUNS et EXTENSIONS signifient :

- les LOGICIELS COMMUNS tel que définis à l'article 1 du présent Accord ;
- les EXTENSIONS telles que définies à l'article 1 du présent Accord et appartenant à la PARTIE demanderesse souhaitant exploiter.

Si l'exploitation des EXTENSIONS et/ou des LOGICIELS COMMUNS par une PARTIE ou une de ses AFFILIEES nécessite l'exploitation des LOGICIELS DE BASE et/ou d'ADAPTATIONS d'une autre PARTIE (en partie ou en totalité), alors cette dernière PARTIE s'engage à négocier avec l'(aux) autre(s) PARTIE(S) souhaitant exploiter, sur demande expresse et écrite de cette/ces dernière(s) et sous réserve des droits des TIERS ou des AFFILIEES, un droit non exclusif d'exploitation de ses LOGICIELS DE BASE et/ou de ses ADAPTATIONS nécessaires à la valorisation et l'exploitation des EXTENSIONS ou LOGICIELS COMMUNS issus de l'ETUDE.

Pour assurer la possible exploitation des EXTENSIONS ou LOGICIELS COMMUNS, chaque PARTIE veillera à communiquer, lors de la mise à disposition de ses LOGICIELS DE BASE et/ou d'ADAPTATIONS dans le cadre de l'ETUDE, leurs limites d'exploitation liées à d'éventuelles obligations contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES.

Ce droit d'exploitation des LOGICIELS DE BASE et/ou des ADAPTATIONS fera l'objet d'un contrat de licence négocié de bonne foi, dans des conditions raisonnables et à un prix de marché entre les PARTIES.

Il est d'ores et déjà convenu entre les PARTIES que ce contrat de licence :